

15 août 1995

Allocution avec messieurs Bouchard et Dumont, campagne référendaire

M. Bouchard,
M. Dumont,
Chers amis,

Ce n'est pas une tâche simple de définir l'événement qui nous réunit ici ce soir. C'est à la fois un aboutissement et un commencement. C'est à la fois la réponse que nous formulons, ensemble, au vœu des Québécois, et l'appel que nous leur lançons en retour. C'est à la fois un moment de joyeuse célébration et un moment de studieuse préparation. Cette soirée et la présence sur cette même tribune des chefs de trois partis politiques du Québec est surtout un signe de responsabilité. C'est la motivation qui nous unit aujourd'hui, nous qui venons de divers horizons et qui convergeons vers un même but. Nous avons la responsabilité de faire du rendez-vous référendaire de l'automne le « début d'un temps nouveau », plutôt qu'une autre borne sur la route de l'éternel recommencement. Nous avons la responsabilité d'offrir aux Québécois un projet qui les appelle et qui les porte, et non une vaine promesse qui les ramènerait sur les sentiers de l'échec.

Pour être responsable, il faut voir clair. Or, que voit-on? D'une part, le Canada est bloqué. Jamais le refus des Canadiens de reconnaître la différence québécoise n'a été aussi ferme, aussi assumé. C'est devenu au fil des ans, une sorte de refus tranquille, définitif, sans appel. Il y a une ou deux décennies, le Canada regardait le Québec et lui disait, vous vous souvenez : « What does Québec want? » Autrement dit, qu'est-ce que vous voulez au juste?

On leur a dit ce qu'on voulait. Jean Lesage leur a dit. Daniel Johnson père leur a dit. René Lévesque leur a dit. Le Canada a répondu : « ah bon, c'est ça? C'est non. ». Et aujourd'hui, à ceux qui veulent encore changer le fédéralisme, le Canada ne répond plus : « Qu'est-ce que vous voulez? » Il répond : « Quoi, encore vous? » Il répond : « Pour qui vous prenez-vous? » Il répond surtout : « Vous êtes qui, vous? ».

Car la triste réalité aujourd'hui, c'est que les deux-tiers des Canadiens croient que les Québécois ne forment pas un peuple distinct. Pour eux, nous n'existons pas. Comment est-ce qu'un peuple inexistant pourrait avoir des revendications légitimes? C'est pourquoi il faut d'abord dire qu'on existe, pour engager avec nos voisins un dialogue sur des bases nouvelles.

Parmi les options qui s'offrent aux Québécois, il y a pourtant celle-là. Celle de revenir à des demandes anciennes. Celle de vivre dans le passé. Le chef du parti libéral du Québec, Daniel Johnson, nous a donné un mode d'emploi dimanche dernier. Il propose que le Québec demande au Canada un droit de veto sur les changements constitutionnels et la reconnaissance de son existence comme société distincte. La « nouvelle proposition » de M. Johnson me fait penser à une histoire de chasse que certains d'entre vous connaissez peut-être.

Trois chasseurs ont abattu chacun un orignal près d'un lac. Mauvaise nouvelle : le pilote de l'hydravion qui vient les chercher à la fin de leur séjour leur dit que son engin n'est pas assez

puissant pour porter le poids de trois orignaux. Mais les chasseurs sont têtus et ils rappellent au pilote que l'année précédente, il leur avait dit la même chose mais que moyennant un léger supplément, il avait accepté de transporter les trois bêtes dans son avion. Alors le pilote accepte comme l'année précédente. L'Hydravion prend difficilement son envol, rase la cime des arbres puis... s'écrase dans la forêt. Un des chasseurs, un peu assommé, par l'impact dit : « où sommes-nous? » Le pilote répond : « nous sommes à environ un kilomètre de l'endroit où nous nous sommes écrasés l'an dernier... ».

Vous ne trouvez pas que ça ressemble au plan de vol de Daniel Johnson et de ses libéraux? Ça n'a pas marché en 70, ça n'a pas marché en 1982, ça n'a pas marché en 1990, ça n'a pas marché en 1992. Pour eux la conclusion coule de source : recommençons la même chose. En fait M Johnson voudrait qu'au référendum, les Québécois se disent Non. Qu'ensuite, les Canadiens disent encore Non au Québec. Et qu'on s'écrase encore un peu plus. Finalement, si on comprend bien avec le camp du Non tout le monde est malheureux tout le temps. Voilà pour l'option de l'échec.

D'autres options s'ouvraient à nous et, l'hiver dernier, plusieurs sirènes ont voulu nous attirer dans ces directions. Par exemple, pourquoi ne pas demander simplement aux Québécois : êtes-vous favorables au statu quo? » Facile : 70 % des Québécois auraient dit Non. Nous aurions eu une belle victoire. Mais avec quel résultat concret? Rien n'aurait changé. Nous aurions pu demander aux Québécois : « voulez-vous plus d'autonomie pour le Québec? » 70 % auraient dit Oui. Nous aurions eu une belle victoire. Mais avec quel résultat concret? Rien n'aurait changé.

Nous aurions pu suivre les recommandations de MM. Chrétien et Johnson, emprunter la voie du radicalisme et demander aux Québécois : « êtes-vous pour la séparation? » Il est probable que les Québécois nous auraient dit : « Ça ne suffit pas. Il manque quelque chose. » Et s'ils avaient alors répondu Non, est-ce qu'on aurait fait avancer le Québec? Est-ce que le Canada serait devenu plus flexible envers nos demandes d'autonomie? Est-ce que ça nous aurait même ramené Meech? Évidemment, Non. Aucune de ces options, il me semble, ne satisfait à notre devoir, notre responsabilité, de faire sortir le Québec de l'impasse. Alors, qu'avons-nous fait? Nous avons soumis notre projet, à nous souverainistes, à la plus vaste consultation populaire de notre histoire. Nous avons invité nos amis du Bloc et de l'ADQ ainsi que plusieurs anciens libéraux et conservateurs, à venir discuter avec nous, et avec les 53 000 Québécois et Québécoises qui ont participé à l'exercice. Nous avons dit que nous les écouterions. Et c'est ce que nous avons fait. Un des grands messages des Québécois qui ont participé aux commissions fut celui-ci : il faut former le plus vaste rassemblement possible derrière un projet commun, celui de la responsabilité de nous-mêmes, celui de la souveraineté du Québec.

L'autre grand message a porté sur nos rapports avec notre voisin canadien. Les Québécois nous ont dit d'aller plus loin que ce que nous envisagions. Ils nous ont dit d'ajouter une proposition ferme, claire, de relations économiques mais aussi politiques avec nos futurs voisins canadiens.

Les Québécois et les Québécoises nous ont dit : vous avez raison, il ne sert à rien de donner une autre dernière chance au fédéralisme. Vous avez raison, il faut créer une situation nouvelle, en réalisant la souveraineté. Cependant, il ne faut pas tourner le dos au Canada. Il

ne faut pas tourner le dos aux liens que nous avons tissés. Aux parentés, aux amitiés dont nous avons hérité. Aux projets que nous pouvons encore avoir ensemble. Bref, les Québécois nous ont dit : servez-vous de la souveraineté pour enlever de la relation avec le Canada tout ce qui nous divise et ce qui nous oppose. Tout ce qui crée la tension et la chicane. Tout ce qui nous retient dans le passé. Tout ce qui bloque l'avenir. Mais tentez de préserver ce qui reste : tentez de préserver des relations de bon voisinage avec le Canada. Tentez de renforcer la coopération économique. Ouvrez des perspectives d'action commune, sur des champs où nous nous entendons vraiment. Parce qu'après tout, nous serons des voisins pour toujours.

Nous voulions faire une souveraineté ouverte, mais tranquille. Nous avons la tentation d'attendre, après la souveraineté, que des propositions d'institutions communes viennent du Canada. Les Québécois nous ont dit : faites plus et mieux. Jouez un rôle actif, constructif, pour offrir à nos voisins un nouveau mode de relation qui préserve nos intérêts communs tout en satisfaisant notre désir d'autonomie. Faites une souveraineté qui n'a rien à voir avec la « séparation ».

Notre responsabilité, en tant que gouvernement québécois et en tant que leaders politiques du Québec, fut de traduire cette volonté dans une proposition claire et réaliste. Avec le Bloc québécois de M. Lucien Bouchard, et avec l'Action démocratique du Québec de M. Mario Dumont, nous avons inventé une formule. Une formule qui emprunte aux réflexions des uns et des autres, et qui respecte les convictions des uns et des autres. Une formule qui surtout incarne la volonté des Québécois. Devenir « maître chez nous », oui tout en tendant la main à nos voisins. Cette formule, c'est la souveraineté et une offre de partenariat économique et politique avec le Canada.

L'entente du 12 juin, c'est la combinaison gagnante. Combinaison des partis et des chefs, sans doute. Combinaison surtout du projet politique et de la volonté profonde des Québécois. Cette combinaison est gagnante parce qu'elle fait gagner le Québec. Elle permet aux Québécois et aux Québécoises de se reconnaître dans ce projet positif et constructif. Elle leur permet, donc, enfin de dire Oui. Elle permet aussi aux Canadiens de dire Oui à une nouvelle forme de relation avec le Québec, ou de proposer une autre formule, plus ou moins ambitieuse, selon leur intérêt et leur volonté. Car cette formule, plutôt que de jeter des ultimatums et d'imposer des conditions, ouvre une porte, lance un dialogue nouveau et prometteur.

La souveraineté, d'une part, est l'ingrédient essentiel, la pierre d'assise, le point de passage obligé de tout le reste. C'est à la fois un objectif remarquable, et un moyen indispensable. La souveraineté, pas question de la mettre sous le boisseau, sur le rond arrière, en veilleuse ou toutes ces expressions qui m'ont toujours donné de l'urticaire. Le Partenariat n'est pas possible sans la souveraineté. Le projet de société n'est pas possible sans la souveraineté. La reconnaissance de notre existence et de notre caractère comme peuple n'est pas possible sans la souveraineté. Notre présence au monde, le ménage de nos finances publiques, notre régionalisation, nécessitent, tous, la souveraineté. En fait, nos adversaires souhaitent qu'on se mette à vaciller et à escamoter la souveraineté. Ils voudraient pouvoir dire qu'on trompe le public, qu'on noie le poisson, qu'on veut leur passer la souveraineté, mais en catimini, en cachette, comme si on en avait honte.

Il n'y a qu'une façon de leur répondre : c'est de faire en sorte qu'ils défoncent des portes ouvertes.

Vont-ils nous accuser d'être souverainistes? Nous allons dire : « quoi, vous ne vous en étiez pas rendu compte? » Bien sûr que nous le sommes. Souverainistes, avant, pendant et après le référendum. L'entente qui réunit nos trois partis est notre marque de respect pour la volonté des Québécois et des Québécoises, et ce qu'ils nous ont dit dans les Commissions régionales. C'est la preuve de notre capacité d'évoluer et de s'adapter. C'est un gage de notre engagement démocratique.

C'est notre façon de tendre la main, non seulement au Canada, mais d'abord à tous les déçus du fédéralisme, qui ont toujours voulu d'une relation égalitaire avec le Canada, mais n'ont pu l'obtenir au sein du fédéralisme. Pendant la discussion publique qui s'ouvre, les citoyens vont donner une prime à l'honnêteté et à la clarté. C'est bon signe car, de notre côté, nous mettons cartes sur table.

Nous admettons sans détour que le Partenariat est une proposition, que nous trouvons raisonnable, mais pas une garantie. Nous pensons que l'intérêt des Canadiens les incitera à y répondre positivement. Et les sondages nous disent qu'une forte majorité de Canadiens pensent que l'association avec le Québec souverain est inévitable. Nous espérons donc que cette formule emportera aussi l'adhésion des Canadiens. Mais nous ne pouvons parler pour eux. Et eux ne parleront qu'une fois que les Québécois auront dit Oui. Il faut que les Québécois sachent exactement à quoi s'en tenir. La clarté, la transparence sont nos alliés. De l'autre côté cependant, le camp du Non, du statu quo, refusera de nous dire ce qui se passera après un Non. Ceux qui le constituent sont surtout incapables de signer entre eux une entente comme nous l'avons fait. Jean Chrétien pourrait-il signer un même projet avec Daniel Johnson? Laissez-moi sourire ! Et les premiers ministres des provinces, sont-ils prêts à donner au Québec ce que leurs électeurs ont rejeté en 1992? Bien sûr que non.

De la part du camp du Non, nous allons entendre un flot de belles paroles, de promesses vagues, d'engagements en trompe-l'œil. Ils voudront nous faire croire que le Canada va devenir flexible, positif, ouvert aux revendications québécoises. Ils n'en croient pas un mot. Ils voudront nous faire croire qu'un vote pour le Non est un vote pour le Oui : on la connaît, cette chanson-là.

Par notre sens des responsabilités, nous allons appeler chaque Québécois et chaque Québécoise à poser un geste responsable pour l'avenir du Québec, pour nos jeunes et pour la prochaine génération. En se disant Oui à nous-mêmes, nous pouvons sortir du cycle de la morosité, du pessimisme et des éternels recommencements. Nous pouvons nous offrir, à nous et à tous les jeunes qui nous regardent, un nouveau départ.